



VILLE DE CAUDRY

ARRÊTÉ DU MAIRE

Frédéric BRICOUT, Maire de la Ville de Caudry,

Vu les articles L2122-24, L2131-1, L2212-1, L2212-2, L2213-4, L2214-3 et L2214-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Pénal et notamment ses articles R610-5, R644-2 et R623-2,

Vu le Code de Santé Publique et notamment ses articles R3134-31, R1336-5 et R1337-7,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure, et notamment son article L511-1,

Avis pris de Madame la Commandante de la brigade de Gendarmerie,

Considérant les plaintes de riverains, commerçants et passants sur appels téléphoniques, courriers, SMS et réseaux sociaux, témoignant de la recrudescence de rixes, nuisances diverses, tapages, occupations bruyantes du domaine public, dégradations et souillures de la voie publique occasionnés par des regroupements d'individus,

Considérant que ces plaintes conduisent à une augmentation importante des contrôles par la Police Municipale et la Gendarmerie Nationale de groupes d'individus troublant la tranquillité publique,

Considérant que pour la période du 1^{er} mai 2024 à ce jour, les forces de sécurité ont dû procéder à de nombreuses interventions pour des perturbations sur la voie publique, tapages, rixes, dégradations et infractions diverses notamment liées à un trafic de produits stupéfiants, que plusieurs individus ont été retrouvés porteurs de produits illicites ou d'armes blanches dans le secteur délimité par les rues Jean-Jacques Rousseau, de Bruxelles, Jean Moulin, Henri Dunant, Henri Barbusse, du Maréchal de Lattre de Tassigny, Boulevard du 11 novembre 1918, Boulevard du 8 mai 1945, rue Stephenson et place Ernest Plet,

Considérant que ces faits portent atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité de nos citoyens, faits que les forces de sécurité ne sont pas en mesure de prévenir en raison de leur caractère imprévisible,

Considérant qu'il convient dès lors de prendre des mesures visant à assurer la protection des administrés et à prévenir les risques encourus par les nombreux mineurs mêlés à ces actes, ainsi que les troubles à l'ordre public,

Considérant qu'en raison de ces troubles, il convient de prendre les mesures adéquates.

ARRÊTE

ARTICLE 1

Tout rassemblement sur l'espace public, non lié à des manifestations ou fêtes publiques régulièrement autorisées, et pouvant porter atteinte à l'ordre, à la sécurité, à la tranquillité ou à la salubrité publique est interdit du lundi au dimanche inclus de 14h à 04h dans le périmètre délimité par les rues Jean-Jacques Rousseau, de Bruxelles, Jean Moulin, Henri Dunant, Henri Barbusse, du Maréchal de Lattre de Tassigny, Boulevard du 11 novembre 1918, Boulevard du 8 mai 1945, rue Stephenson et place Ernest Plet, selon le plan joint en annexe.

Envoyé en préfecture le 14/01/2025

Reçu en préfecture le 14/01/2025

Publié le 14 JAN. 2025 SLOW

ID : 059-215901398-20250113-ARR_130125-AU

ARTICLE 2

La présente interdiction s'applique du 20 janvier 2025 au 30 juin 2025.

ARTICLE 3

Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

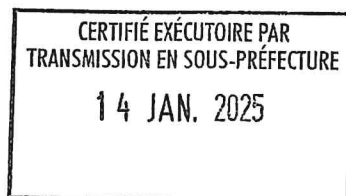
ARTICLE 4

Madame la Directrice Générale des Services de la Ville, Madame la Commandante de la brigade de Gendarmerie, Monsieur le Commandant du Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif contentieux devant le Tribunal Administratif de Lille dans les deux mois de son rendu exécutoire, ou sur www.telerecours.fr.

Fait à CAUDRY, le 13 janvier 2025



Le Maire,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "F. Bricout", written over a horizontal line.

Frédéric BRICOUT

